

PRÉVOST, Philippe, *La France et les nominations épiscopales au Canada de 1921 à 1940 : un combat pour la francophonie* (Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 1995), 184 p.

Roberto Perin

Volume 50, numéro 2, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305538ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305538ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perin, R. (1996). Compte rendu de [PRÉVOST, Philippe, *La France et les nominations épiscopales au Canada de 1921 à 1940 : un combat pour la francophonie* (Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 1995), 184 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(2), 300–302. <https://doi.org/10.7202/305538ar>

PRÉVOST, Philippe, *La France et les nominations épiscopales au Canada de 1921 à 1940: un combat pour la francophonie* (Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 1995), 184 p.

Il s'agit ici d'histoire diplomatique, mais avec quelque chose de bien particulier, car on y traite des interventions de la France républicaine auprès du Saint-Siège visant, dans l'entre-deux-guerres, à soutenir des nominations épiscopales au Canada favorables aux intérêts des francophones hors Québec. Initiée en 1921, lorsque Paris et le Vatican rétablirent leurs relations rompues depuis le début du XX^e siècle, cette politique faisait partie d'une large stra-

tégie axée sur le maintien de l'influence française dans le monde. Dans ce contexte, la nomination d'évêques francophones hors Québec était perçue comme cruciale à la survie des minorités de langue française puisque leur identité culturelle dépendait d'institutions, telles que la paroisse et l'école, sous contrôle épiscopal. Pour sa part, la hiérarchie francophone du Canada ne demandait pas mieux que la France l'aidât à combattre les intrigues des évêques «irlandais» qui cherchaient à dominer l'Église canadienne et à favoriser l'assimilation des minorités à la culture dominante anglophone.

L'étude de Prévost repose sur une documentation provenant essentiellement des archives du ministère français des Affaires étrangères, comprenant les papiers des ambassadeurs de France près le Saint-Siège, et aussi de certaines archives religieuses canadiennes. L'auteur utilise ces fonds pour avancer une double thèse. Dans un premier temps, il prétend que la France a joué un rôle important dans ces nominations épiscopales. Cette affirmation paraît, néanmoins, hasardeuse, tant que les archives du Vatican, source indispensable pour trancher une telle question, demeureront fermées à la consultation pour la période traitée par l'étude. Les nominations épiscopales impliquaient un processus assez complexe, dont l'auteur ne fait aucunement mention, dans lequel le délégué apostolique jouait un rôle capital. Celui-ci consultait la province ecclésiastique et le diocèse concernés, ainsi que les autres archevêchés canadiens, et préparait ensuite un rapport final pour la Consistoriale. Avant d'arrêter son choix, toutefois, cette congrégation romaine pouvait subir des pressions venant de diplomates, de communautés religieuses et de représentants de diverses factions ecclésiastiques. Que la France ait joué un rôle dans ces nominations épiscopales, cela est clair. Que ce rôle ait été important ou déterminant, seul un accès plus complet aux sources permettra de l'affirmer.

Le deuxième volet de la thèse de Prévost veut que le succès des diplomates français dans cette question soit lié à l'évolution de la haute politique vaticane en Europe. La germanophilie, qui a prévalu sous Benoît XV et pendant les premières années du pontificat de Pie XI, céda le pas à une plus grande ouverture vers la France lorsque le cardinal Pacelli devint secrétaire d'État et surtout après l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss en 1934. Ainsi les «pertes» des archevêchés d'Edmonton et de Régina, subies par les francophones, dans un premier temps, furent compensées, dans un second temps, par des gains en Acadie et dans le Nord. Or, les faits invoqués par l'auteur lui-même infirment une telle hypothèse, car ils démontrent que la politique du Vatican concernant les nominations épiscopales au Canada n'était pas linéaire, mais plutôt le fruit de tâtonnements, d'ajustements et de compromis. De plus, cette politique s'élabora tout au long de la première moitié du vingtième siècle, débordant ainsi le cadre temporel que Prévost s'est fixé. Quoi qu'il en soit, indépendamment des fluctuations de sa politique européenne, le Saint-Siège décida très tôt de la configuration ethnolinguistique des Églises régionales du Canada. Celle des Prairies serait essentiellement anglophone, alors que celle du Nouveau-Brunswick devrait accommoder sa majorité acadienne. Quant aux diocèses mixtes de l'Ontario, il fallait,

par tous les moyens possibles, y compris l'artifice, chercher à plaire à tout le monde. Autrement, comment pourrait-on expliquer les nominations de l'anglophone Gauthier, de l'anglophile Couturier et du francophone Forbes? Bref, la thèse de Prévost ne surgit pas des faits qu'il veut analyser; elle apparaît après coup dans la conclusion du livre.

Le récit quant à lui trahit une trop grande identification de l'auteur avec la cause défendue par ses protagonistes. Pour ne prendre qu'un exemple extrême, on voit mal comment le choix d'un prélat francophone dans le Grand Nord pourrait promouvoir les intérêts des siens qui étaient pratiquement absents de la région. Ailleurs, Prévost qualifie d'inélégante à l'endroit de l'évêque francophone de Prince Albert (p. 138) l'érection d'une abbaye *nullius* à la faveur des Allemands. Pourquoi, cependant, les Allemands, qui étaient tout aussi nombreux que les francophones en Saskatchewan, n'auraient-ils pas eu droit à un prélat de leur ethnie, alors que ces derniers y détenaient le monopole des diocèses?

L'auteur s'approprie non seulement le mode de voir, mais même les expressions de ses héros, parlant allègrement de combat, de guerre, d'intrigants, d'astuce, de diocèses perdus et repris. L'ennemi, c'est l'Irlandais, terme largement répandu à l'époque, mais désignant, il faut le souligner, des ecclésiastiques nés au Canada. Ces personnages n'avaient peut-être pas tort de voir que l'anglais deviendrait avec le temps la langue commune des catholiques de l'Ouest. Leur défaut était plutôt de ne pas tenir compte de la culture d'origine des immigrants qui y affluaient. Tout en étant plus sensibles à cette réalité, les évêques francophones, pour leur part, rêvaient d'une «Prairie» peuplée de colonies d'Allemands, d'Ukrainiens, de Polonais, de Belges et de Canadiens français, toutes vivant intégralement leur culture ancestrale. Cette vision était-elle pour autant réaliste? Prévost ne jette pas de regard critique sur cette question. Cependant, en évoquant les nominations de MacGuigan et de Kidd (des *Canadians*, non pas des Écossais), il nous laisse entrevoir que la résolution du problème réside dans la nomination d'évêques tolérants, peu importe leur appartenance linguistique ou ethnique.

Malgré ces défauts analytiques, structurels et factuels, le livre de Prévost n'est pas sans intérêt. L'entre-deux-guerres est une époque encore peu étudiée en histoire de l'Église. De plus, le fait que la France républicaine ait joué un rôle dans la nomination des évêques canadiens a de quoi fasciner.